



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfet de la Haute-Vienne

dossier n° DP 087 085 25 00088

date de dépôt : **30 janvier 2025**

demandeur : **CENTRE HOSPITALIER ESQUIROL,
représenté par Monsieur AUBERT François
Jérôme**

**pour : la création de stationnements PMR devant
chaque bâtiment et remplacement de certaines
portes.**

**adresse terrain : 15 rue du docteur Raymond
Marcland, à Limoges (87000)**

**ARRÊTÉ
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de l'État**

Le préfet de la Haute-Vienne,

Vu la déclaration préalable déposée le 30 janvier 2025 par le CENTRE HOSPITALIER ESQUIROL, représenté par Monsieur AUBERT François Jérôme demeurant 15 rue du Docteur Marcland, Limoges (87000);

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la création de stationnements PMR devant chaque bâtiment et remplacement de certaines portes. ;
- sur un terrain situé 15 rue du docteur Raymond Marcland, à Limoges (87000) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 26 juin 2019, les révisions allégées des 2 mars 2023, 29 juin 2023 et 11 avril 2024, les modifications des 30 septembre 2022, 14 décembre 2022 et 11 avril 2024 ;

Vu l'avis de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Haute-Vienne en date du 27 février 2025 ;

Vu les pièces fournies en date du 12 février 2025;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

A Limoges
Le 6 mars 2025

Pour le préfet et par délégation,

La cheffe d'unité urbanisme,

Hélène BEYRAND

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.